

Le Cadre de coopération des membres du Partenariat ...

en bref...

L'objectif d'ensemble du PFBC est une meilleure efficacité des contributions techniques et financières pour la conservation, la gestion durable des écosystèmes forestiers et la réduction de la pauvreté dans les pays d'Afrique Centrale.

Pour atteindre cet objectif fondamental, **les membres du PFBC s'engagent à respecter certains principes de coopération adopter lors du Sommet des Chefs d'Etat de Brazzaville (février 2005) :**

► **Ils chercheront à promouvoir simultanément le bien-être et le développement économique des populations** par la gestion durable des ressources forestières et fauniques et **la préservation de la biodiversité exceptionnelle de ces forêts d'Afrique centrale** considérées par tous comme un patrimoine mondial commun ;

► **Ils œuvreront pour insérer au mieux leurs actions dans les programmes nationaux et régionaux des États membres de la COMIFAC** afin d'assurer une meilleure implication de ces États et une pérennité optimale des résultats ;

► **Ils soutiendront et s'impliqueront dans les processus de renforcement des capacités institutionnelles des différents acteurs du secteur forêt environnement**, préalable indispensable à l'amélioration réelle de l'efficacité des actions des États membres de la COMIFAC ;

► **Ils attacheront une attention particulière à l'implication de la société civile et du secteur privé** dans les actions de conservation et de gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale ;

► **Ils accompagneront la mise en place de processus de concertation nationaux et régionaux** afin de garantir la meilleure transparence dans la gestion du secteur forêt environnement dans les pays d'Afrique centrale membres de la COMIFAC ;

Les membres du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo s'engagent à appuyer la mise en œuvre du Plan de Convergence de la Commission des Forêts d'Afrique centrale en mobilisant les mécanismes financiers qui leurs sont propres.



Bilan des engagements financiers de la France au Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo : environ 125 Millions d'euros depuis 2003.

Pays ou institutions bénéficiaires	Projet	Montant en €
Cameroun	Programme Sectoriel Forêts & Environnement	20 000 000
Cameroun	Appui aux forêts communales	1 300 000
Cameroun	Plan de financement société Pallisco	1 000 000
Congo	Aménagement forestier	1 310 000
Congo	Aménagement forestier	5 000 000
Congo	Aménagement forestier	873 000
Congo	Petits Projets Innovants : chasse communautaire, éducation & tourisme	118 000
Congo, Cameroun, Gabon	Aménagement forestier	2 700 000
Gabon	Aménagement forestier	11 200 000
Gabon	Petits Projets Innovants : éducation & tourisme	209 000
Gabon	Conversion de dette affectée à la forêt	50 000 000
République de Centrafrique	Aménagement forestier (PARPAF 1 - 2)	6 500 000
République de Centrafrique	Gestion des terroirs de chasse	1 000 000
République de Centrafrique	Petits Projets Innovants : gestion chasse communautaire et forêt	88 300
République Démocratique du Congo	Conservation de la biodiversité dans la réserve de Lomako	781 000
République Démocratique du Congo	Fonds commun pour le renforcement de la gouvernance forestière	200 000
Cameroun, République de Centrafrique, Congo	Fonds fiduciaire Tri National de la Sangha	3 000 000
Cameroun, Congo, Gabon, République Centrafricaine	Conservation de la faune sauvage en périphérie des parcs nationaux du bassin du Congo (CAWHFI)	2 500 000
Pays de la COMIFAC	Programme forêts-climat (dont la moitié en Afrique Centrale)	1 100 000
Pays de la COMIFAC	Programme régional "Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo - PFBC"	5 000 000
Pays de la COMIFAC	Programme formation-recherche "FORINFO"	1 650 000
Pays de la COMIFAC	Assistance technique de 15 experts	10 000 000
Pays de la COMIFAC	Soutien logistique (invitations, missions, bourses,...)	1 600 000

- Subventions en co-financements du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)
- Prêts ou subventions de l'Agence Française de Développement (AFD)
- Subventions du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)
- Conversion de dettes pour la nature





Partenariat du **pour les Forêts Bassin du Congo**

Les forêts du Bassin du Congo...

Un bien public régional nécessaire au développement...

... un patrimoine des États d'Afrique centrale avec 10 siècles d'histoire entre les Hommes et la forêt

... un réservoir pour l'alimentation en eau d'une vaste partie de l'Afrique

... la fourniture d'énergie et d'alimentation pour la subsistance de 65 millions de personnes vivant dans ou à proximité de la forêt et comptant parmi les populations les plus pauvres du monde

... un rôle fondamental dans le développement économique de la sous-région : au Gabon, la forêt représente 60 % du PIB - hors pétrole, 50 et 20 % des recettes d'exportation de la République Centrafricaine et du Cameroun, plus de 100 000 emplois,...

Un bien public mondial pour l'avenir de la planète...

... le second poumon de la planète avec près de 180 millions d'hectares encore peu dégradés

... un réservoir unique de biodiversité : plus de 400 espèces de mammifères (chimpanzés, bonobos, derniers gorilles de montagne, buffles, éléphants de forêts, bongos, okapis,...), plus de 1 000 espèces d'oiseaux et plus de 10 000 espèces de plantes dont 3000 sont endémiques.

Une démarche volontaire de protection et d'aménagement durable...

... 49 millions d'hectares de forêts alloués à la production : près de la moitié sont aménagés, 7 millions ont fait l'objet d'un plan d'aménagement agréé et 1.4 millions ont été certifiés

... 18 millions d'hectares de forêts sont conservés.

Le Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC)

POURQUOI ?

Le PFBC est né à l'initiative des États-Unis, à Johannesburg en 2002. Il réunit aujourd'hui 36 organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales.

Il permet la coordination pour la conservation et la gestion durable des ressources forestières du bassin du Congo. Le PFBC contribue à la mise en œuvre du plan de convergence des dix pays membres de la **Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC)**.

Le PFBC est ouvert à tous les acteurs régionaux, nationaux, internationaux, privés, publics, associatifs, scientifiques, soucieux d'agir pour aider et encourager les pays du Bassin du Congo à sauvegarder leurs forêts.

COMMENT ?

Le PFBC n'est pas maître d'ouvrage. Il ne finance pas de projets. Il ne dispose pas de secrétariat ou de personnel permanent. Le PFBC est un forum de dialogue et de coordination entre bailleurs de fonds et organismes d'exécution.

L'animation en est assurée par un **"facilitateur"**, choisi tous les 2 ou 3 ans parmi les membres du Partenariat. Les États-Unis ont assuré la facilitation de 2003 à 2004, la France de 2005 à 2007 et l'Allemagne l'assurera de 2007 à 2009.

Le mandat de la facilitation est défini dans une **feuille de route** élaborée par les membres du PFBC qui ont également adopté en février 2005 à Brazzaville, un **cadre de coopération**.

Après cinq années d'existence, **l'évaluation externe du fonctionnement du PFBC** permettra de capitaliser les acquis avant le transfert de la facilitation entre la France et l'Allemagne le 26 octobre 2007 à Paris.

Gouvernements	Organisations intergouvernementales	ONG, Groupes de recherche et associations	Secteur privé ou assimilé
Afrique du sud Allemagne Belgique Cameroun Canada Commission européenne États-Unis France Gabon Guinée Equatoriale Japon Pays-Bas République Centrafricaine République Démocratique du Congo République du Congo Royaume-Uni Italie	Banque Mondiale COMIFAC FAO Mécanisme Mondial Organisation Internationale des Bois Tropicaux UNESCO	African Wildlife Foundation Center for International Forestry Research Conservation International Forest Trends Jane Goodall Institute Union Mondiale pour la Nature Wildlife Conservation Society World Resources Institute WWF – US et International	American Forest & Paper Association Association Technique Internationale des Bois Tropicaux Society of American Foresters Association Inter africaine des Industries Forestières

Pour en savoir plus : Adresse du site Internet PFBC : www.cbfp.org



La Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), l'institution régionale partenaire du PFBC



La COMIFAC a à son actif :

- ▶ Un système de suivi et d'évaluation de l'“État des Forêts du Bassin du Congo”, avec la parution en 2006 du premier rapport complet.
- ▶ Un Observatoire des Forêts d'Afrique centrale (OFAC) installé en juin 2007 qui sera chargé de produire, en liaison avec la COMIFAC, l'État des Forêts 2008 ;
- ▶ Le renforcement des coordinations nationales COMIFAC ;

Comment mieux Vivre Ensemble : axes stratégiques du Plan de Convergence de la COMIFAC

1. Harmonisation des politiques forestières et fiscales
2. Connaissance de la ressource
3. Aménagement des écosystèmes
4. Conservation de la diversité biologique
5. Valorisation durable des ressources forestières
6. Développement des activités alternatives et réduction de la pauvreté
7. Renforcement des capacités / participation des acteurs / information / formation / sensibilisation
8. Recherche – développement
9. Développement de mécanismes de financement
10. Coopération et partenariats

- ▶ La définition d'une stratégie de financement, reposant sur l'instauration d'un prélèvement obligatoire de 0,1% au cordon douanier assis sur les importations en provenance de pays tiers de l'espace COMIFAC ;
- ▶ La préparation aux négociations des Conventions environnementales (Biodiversité, Climat, Désertification, Forum des Nations Unies pour les Forêts...). La qualité des contributions des pays de la COMIFAC a été reconnue en particulier à l'occasion des discussions sur la Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts et lors de la rédaction finale de l'instrument juridiquement non contraignant adopté à FNUF 7.



© 2005 Patrick van Klaveren



Le Réseau des Institutions de Formation du secteur Forêt-Environnement d'Afrique centrale : une plate-forme sous-régionale pour la formation professionnelle



En novembre 2005 à Kinshasa, une réunion initiée par le PFBC a confirmé le **RIFFEAC** dans son rôle de **plate-forme** chargée d'assurer l'harmonisation des formations dispensées au niveau sous-régional dans le secteur Forêt-Environnement.



Le RIFFEAC est ainsi devenu un partenaire technique de la COMIFAC pour la mise en œuvre des activités de l'axe stratégique n° 7 de son Plan de Convergence.

Le **Club RIFFEAC, a été créé** en octobre 2006. Il regroupe la Coordination du RIFFEAC, les partenaires des institutions et les membres du PFBC impliqués dans le secteur de la formation pour la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers.

Début 2007, le RIFFEAC a produit une **“cartographie” des institutions de formation forestière et environnementale d'Afrique centrale.**

Elle présente une vision de l'offre de formation sous-régionale et facilite l'identification des actions prioritaires, la mise en cohérence des initiatives et la mise en commun de ressources pour améliorer la qualité des formations dispensées.

Le RIFFEAC est à l'origine d'une opération pilote avec la société Rougier-Gabon qui associe deux centres de formation gabonais à l'élaboration du plan de formation professionnelle de l'entreprise forestière.



FLEGT - Forest Law Enforcement, Governance and Trade

Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux

L'exploitation illégale des forêts et le commerce du bois qui y est lié ont des impacts environnementaux, économiques et sociaux considérables. Ces pratiques constituent un obstacle au développement durable.

L'Union européenne a élaboré en mai 2003 un plan d'action pour "**l'amélioration de la gouvernance et l'application des lois concernant l'exploitation des forêts et le commerce des produits bois**" (FLEGT). Le règlement du plan d'action a été adopté par le conseil de l'Europe le 20 décembre 2005.

La Commission Européenne, assistée de plusieurs États membres (Allemagne, Royaume Uni, Pays-Bas, France) a d'ores et déjà engagé des discussions informelles avec des pays producteurs comme le Cameroun, le Ghana, la Malaisie, l'Indonésie, le Gabon et le Congo-Brazzaville. Ces échanges informels seront bientôt suivis de négociations en vue de conclure des accords de partenariat "FLEGT" entre ces pays producteurs et l'Union européenne. Le processus de négociation entre le Cameroun et la Commission européenne a été officiellement lancé à Yaoundé le vendredi 28 septembre 2007, en présence de M. NGOLLE NGOLLE, Ministre des Forêts et de la Faune.

Depuis octobre 2006, l'appui de la France et la création en novembre d'une plate-forme de concertation régionale ont permis des **avancées au Congo, au Gabon et en RCA** en termes d'organisation et de préparation des administrations forestières aux négociations de ces Accords. Ces trois pays ont demandé à la Commission Européenne l'ouverture des négociations. Ils ont engagé des actions significatives vers le suivi du processus, l'instauration de conditions juridiques adéquates, la définition de la légalité des bois exportés ou le déploiement d'outils de traçabilité.

Le premier forum FLEGT en Afrique Centrale qui s'est tenu en juillet 2007 à Brazzaville a souligné les progrès réalisés et la nécessité d'élaborer une feuille de route par pays.



Evaluation externe conjointe franco-allemande du PFBC et de sa facilitation pour la période 2003-2007

“Un partenariat multi-acteurs dynamique autour de la Commission des Forêts d’Afrique Centrale”

POINTS POSITIFS

1. La **gouvernance du PFBC qui repose sur une facilitation assurée temporairement par un membre et qui est associée à une feuille de route approuvée collectivement.**

2. Le Comité Consultatif Régional, qui améliore le dialogue entre les acteurs du secteur forêt-environnement en Afrique Centrale.

3. La forte synergie entre les partenaires autour de la mise en œuvre du plan de convergence de la COMIFAC qui s’est traduite par :

– un document de référence : **“l’état des forêts 2006”** ;

– **de nombreux partenariats** entre ONG internationales, entreprises privées (*forestières, minières et pétrolières*) et populations locales au sein des “paysages - landscapes” (*sites prioritaires d’interventions des membres du PFBC*) pour des actions concrètes de conservation et de gestion forestière durable ;

– **l’harmonisation des financements** des États, bailleurs, ONG et société civile autour d’actions concertées de gestion durable des écosystèmes ;

– **une position commune des États COMIFAC** sur la Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts dans le cadre des négociations climat.

4. Des **avancées significatives dans la formation (RIFFEAC), le renforcement institutionnel de la Commission des Forêts d’Afrique Centrale (COMIFAC) et le partage de l’information (publication de l’Etat des Forêts du Bassin du Congo 2006) qui sont prévues dans la feuille de route de la France.**

DES DOMAINES OÙ LES PROGRÈS DEVRAIENT ÊTRE PLUS RAPIDES

1. L’“amélioration de la gouvernance” : bien que la certification soit aujourd’hui en plein développement dans les forêts d’Afrique Centrale, le règlement FLEGT de l’Union Européenne tarde à se mettre en place dans l’ensemble des pays COMIFAC.

2. Inscrire les nouveaux acteurs de la filière bois, orientés vers le marché asiatique, dans une approche de gestion forestière durable.

